



Gaza malade des rivalités entre Abbas et le Hamas

La volonté de l'Autorité palestinienne de reprendre le contrôle du territoire dégrade accroît son système de santé, déjà affecté par le blocus israélien et les récents conflits. La pénurie de médicaments guette et des patients ne sont plus soignés.

REPORTAGE

Par
CHLOÉ ROUYEYROLLES
Envoyée spéciale à Gaza

« **J**e suis docteur en pharmacie mais aujourd'hui je me sens plutôt comme un criminel », résume Talha Balosha depuis son bureau de l'hôpital Al-Rantisi, à Gaza. Une fenêtre donne sur l'extérieur, l'autre sur l'hôpital : des deux arrive un flot constant d'ordonnances apportées par des patients, des médecins, des infirmiers... Tous réclament à Talha Balosha leurs prescriptions. Il hoche généralement la tête de gauche à droite avant de lever les mains en l'air en signe d'impuissance. La faute à la pénurie de médicaments qui frappe les hôpitaux publics. « Il y a toujours eu des problèmes d'approvisionnement, mais on atteint un point plus que critique ; on est en train de vivre une tragédie, une crise humanitaire totale », explique-t-il nerveusement. Et ce trentenaire aux cheveux poivre et sel de préciser : « Je manque de tout, la dernière livraison complète de médicaments par le ministère de la Santé à Ra-

mallah remonte à mars. Je dois m'appuyer sur des dons ou des livraisons sporadiques d'un ou deux médicaments. »

En juin, la pharmacie centrale de Gaza, qui approvisionne près de 70 établissements publics de santé, alertait déjà : sur 516 médicaments essentiels, 36 % sont épuisés ou presque. Plus de 30 % des dispositifs médicaux à usage unique de base (tubes, cathéters...) ont aussi

atteint un niveau critique. Le pire, pour Talha Balosha ?

Devoir déterminer qui sera « l'élu », le patient prioritaire parmi les milliers suivis dans ce centre d'oncologie : « Je dois choisir en fonction de leur état de santé, de leur âge, des chances qu'ils puissent obtenir un permis pour se faire soigner à l'extérieur. Mais aussi des durées de traitement car je sais que pour l'instant je n'ai pas de quoi assurer un protocole de soins complet. » Épuisé, le pharmacien se penche fébrilement sur les stocks de comprimés, qu'il compte, recompte, annote... Cette pénurie de médicaments est l'un des nombreux symptômes de la crise de la santé publique à Gaza. L'arrêt des li-

vraisons par le ministère de la Santé serait l'une des mesures prises par le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Objectif : faire plier le mouvement islamiste du Hamas, au pouvoir sur place depuis dix ans, et lui faire rendre la bande de Gaza. Lequel entend résister. A un carrefour du centre-ville de Gaza, une immense affiche montre le Président, bougon et cerné, barré d'une grande croix rouge, et légendée : « Abbas ne me représente pas. » Le mouvement islamiste estime être légitime – de fait, il avait bien gagné la majorité des sièges aux dernières élections législatives, en janvier 2006. Ses dirigeants veulent donc parler d'égal à égal avec le président palestinien et ne pas se faire dicter la marche à suivre. Si les deux mouvements se sont rencontrés deux fois en août, les discussions n'ont pas été plus concluantes que lors des dix précédentes années.

« COMME DES GAMINS »

Depuis avril, Abbas a notamment réduit les salaires de ses fonctionnaires opérant sur place de 30 % à 50 %, et arrêté de payer l'électricité fournie à la bande de Gaza, qui vit avec moins de six heures de courant par jour. Ces mesures aggravent une crise déjà chronique. Elle résulte du



sévère blocus israélien, qui limite la circulation des biens et des personnes depuis dix ans, de la fermeture quasi permanente de la frontière avec l'Égypte depuis 2013 et des trois guerres entre le pouvoir gazaoui et l'armée israélienne depuis 2008.

Les malades sont les premières victimes de ce bras de fer entre Hamas et Autorité palestinienne. «*Je les insulte de toutes mes forces, cent fois par jour au moins*», soupire Mouna al-Ayla, 50 ans, suivie pour un cancer du foie à l'hôpital d'Al-Rantisi. Son traitement n'est plus disponible depuis l'arrêt des livraisons aux hôpitaux. Elle a donc demandé à être soignée en dehors de la bande de Gaza: «*J'attends toujours que le ministère de la Santé à Ramallah approuve ma demande, mais on dirait bien qu'ils sont tous trop occupés à se battre comme des gamins*», estime-t-elle. Elle attend donc le séisme dans une chambre occupée par plusieurs patientes. Les alcôves improvisées sont séparées par un mince rideau de satin synthétique. Toutes sont accompagnées de leurs proches qui se serrent dans ces petits espaces. «*On est tellement nombreux à attendre que ce n'est plus un hôpital, c'est un salon mondain*», grince Mouna.

L'organisation de défense des droits de l'homme Al-Mezan, basée à Gaza, l'assure: les demandes de soins à l'extérieur du territoire sont traitées avec retard. Selon les ONG, la prise en charge financière de ces soins à l'extérieur aurait aussi diminué de 75% entre juin 2016 et juin 2017. Au ministère de la Santé à Ramallah, Amira al-Hindi, responsable de ces transferts médicaux, conteste de tels chiffres. «*Rien n'a changé dans nos pratiques: on fait de notre mieux avec les ressources que l'on a*», et dénonce «*abus*» et «*corruption*» sans entrer dans les détails. Le porte-parole du ministère, Osama al-Najjar, est plus cash: «*Nous ne sommes pas leur carte Visa [du Hamas, ndlr]. S'ils veulent gouverner la bande de Gaza, qu'ils y aillent, mais la présidence a décidé d'arrêter de payer.*»

«*Le pire reste à venir*», prophétise Mohamed Ziara, un jeune chirurgien du plus grand hôpital de Gaza, Al-Shifa. Son portable est plein de messages échangés avec ses collègues ces derniers jours. Tous portent sur la dernière menace de l'Autorité palestinienne: la mise à la retraite de plus de 6 000 de ses fonctionnaires travaillant dans la bande de Gaza. Dans le secteur de la santé, les employés payés par Ramallah et qui ont continué à travailler après la prise du pouvoir par

le Hamas représenteraient un peu moins de la moitié de la masse salariale: 3 679 personnes exactement, dont 26% de médecins. «*J'espère vraiment que c'est du bluff, parce que s'ils vont jusqu'au bout, ça va être énorme*, dit-il. *Des services entiers seraient obligés de fermer. Le gros des équipes est constitué de fonctionnaires de l'Autorité par exemple. Au service d'ORL de mon hôpital, aucun spécialiste n'a été engagé après 2007, donc personne ne pourra opérer si le chirurgien est mis à la retraite.*»

Certains employés de l'Autorité palestinienne ont bien organisé une courte manifestation contre la menace. Mais pour beaucoup, la peur de voir sa pension de retraite amputée s'ils continuent à travailler malgré les directives de Ramallah est dissuasive. Abdallah Rizeq, collègue de Talha Balosha, ne perçoit déjà que 50% de son salaire depuis avril: «*J'ai neuf enfants, dont certains ne sont pas encore à l'université: j'ai vraiment besoin de cet argent.*» Dans les couloirs de l'hôpital Al-Rantisi, où versets du Coran et héros de dessins animés se succèdent sur les murs, des infirmiers expérimentés donnent déjà des conseils aux plus jeunes recrues au cas où ils devraient quitter les lieux. «*Cela va très bien se passer, vous n'êtes plus des débutantes*», répète un homme, la cinquantaine, à deux jeunes aides-soignantes d'une vingtaine d'années à l'air un peu médusé.

«VIEUX GÉNÉRATEURS»

Le ministère de la Santé de Gaza aurait préparé un plan de secours, avec du personnel médical prêt à remplacer les employés mis en retraite. Difficile de connaître leur niveau de formation ou même de savoir comment le Hamas compte s'y prendre puisqu'il ne paie déjà ses employés que 40% de leur salaire tous les quarante jours. Les organisations humanitaires ont lancé une levée de fonds de 25 millions de dollars (21,3 millions d'euros) pour répondre aux nombreux problèmes de la bande de Gaza, dont 8,5 millions seraient consacrés au maintien à flot du système de santé publique. Pour l'instant, moins du tiers a été récolté. «*Le système de santé à Gaza, pris en otage par une crise politique plus large, est au bord de l'effondrement*, dénonce Léo Goupil-Barbier, responsable du plaidoyer pour Médecins du monde à Jérusalem. *Pour autant, il n'y a pas de véritable engagement de la communauté internationale, ne serait-ce que pour pallier les besoins médicaux les*

plus urgents.»

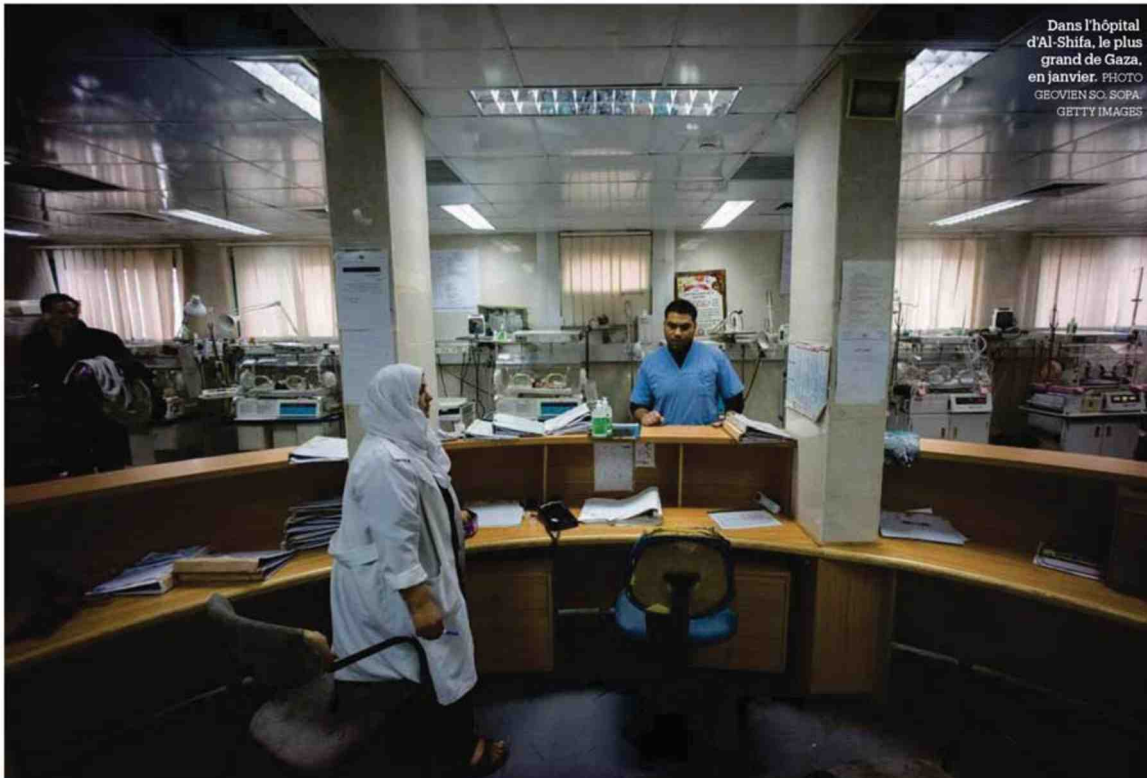
Alaam Abu Hamda, directeur du service de néonatalogie de l'hôpital d'Al-Shifa, résume l'état d'urgence sanitaire dans lequel se trouve la bande de Gaza: «*On n'est pas là pour donner des cours de politique ou d'économie aux patients et à leurs proches. Mais je vois simplement l'état du service: nos vieux générateurs menacent de nous lâcher à tout moment et j'ai un infirmier pour surveiller quatre bébés en journée, ça passera à un pour huit si on nous enlève les équipes payées par l'Autorité.*» Selon lui, sept nourrissons seraient morts ces derniers mois en raison de l'aggravation de la situation humanitaire. ◆





DES RELATIONS AVEC L'ÉGYPTE MENACÉES PAR LES SALAFISTES

Dans la nuit de mercredi à jeudi, deux hommes se sont approchés du seul point de passage entre la bande de Gaza et l'Égypte, un lieu hautement sécurisé par le Hamas. L'un d'eux s'est fait exploser, blessant l'autre ainsi que plusieurs membres des forces de sécurité. Le bras armé du Hamas, les brigades Ezzedine al-Qassam, accuse l'«*attaque-suicide*» d'être liée à «*la théologie fondamentaliste jihadiste*». La terminologie suggère la responsabilité des groupes salafistes présents dans la bande de Gaza depuis des années. Ces discrètes cellules agissent en électrons libres, tirant régulièrement des roquettes sur Israël tout en s'associant à l'insurrection jihadiste dans la péninsule du Sinaï. Le Hamas tente de les contrôler en arrêtant leurs membres, mais sans réussir à les endiguer vraiment. Cette attaque a de quoi inquiéter le Hamas, puisqu'il pourrait mettre en péril son récent rapprochement avec l'Égypte, dont il a pourtant cruellement besoin, ses autres frontières étant soumises à un sévère blocus israélien, tandis que son soutien historique qatari se trouve actuellement sur la touche. Enfin, l'enclave traverse une très importante crise de l'électricité et Le Caire a déjà accepté plusieurs fois ces dernières semaines de livrer du fioul pour assurer le fonctionnement de son unique centrale électrique. Pour plaire au gouvernement égyptien, le Hamas s'était justement engagé à surveiller cette frontière commune et à ne plus laisser des groupes indépendants y opérer. Dès ce matin, le mouvement islamiste y a d'ailleurs renforcé ses effectifs en signe de bonne volonté.



Dans l'hôpital d'Al-Shifa, le plus grand de Gaza, en janvier. PHOTO GEOVIEN SO, SOPA GETTY IMAGES



Au ministère de la Santé, à Gaza, le 19 juillet. PHOTO CHRIS MCGRATH, GETTY IMAGES, AFP